

Forum social des Alpes du sud  
Veynes, le 25 septembre 2004

## **Militer ? D'hier à demain...**

**Paul Bouffartigue \***

Crise de l'engagement ; fin des militants : individualisme triomphant... Telles sont les catégories au travers desquelles est le plus souvent décrit le rapport qu'entretiennent nos contemporains – les plus jeunes d'entre eux particulièrement – avec la politique, le syndicalisme, les associations ou même la vie sociale. Si ces notions disent quelque chose du réel, elles l'obscurcissent autant. Elles nous disent en tous cas quelque chose de l'expérience sociale de ceux qui parlent ainsi. Car s'il y a crise, c'est d'une figure historique de la militance et de l'engagement. Celle qui, précisément, prisonnière de lunettes du passé risque de demeurer aveugle au potentiel de renouvellement dont sont porteuses les formes actuelles de l'engagement et de l'action collective.

Il est vrai que le mot « militer » est de même étymologie que celui de « militaire » : *militare* = être soldat. Jusqu'au XII<sup>ème</sup> siècle, « militer » c'est donc faire la guerre. Et si l'on s'« engageait », c'était aussi d'abord... dans l'armée. Il faut attendre le XIX<sup>ème</sup> siècle pour que le mot prenne sa signification actuelle : le militant est celui qui a une « attitude combative en vue du triomphe d'une cause ». Et depuis le XX<sup>ème</sup> siècle et l'affirmation des partis politiques et des syndicats de masse, c'est être « membre actif d'une telle organisation. »

Nous vivons la fin d'une figure historique de la militance et de l'engagement dont les composantes militaires et religieuses étaient fortes. Le militant communiste des années 1950-1960 est sans doute celui qui l'incarnait le mieux. On peut en modéliser les principaux traits, au risque de caricaturer une réalité évidemment plus complexe.

- L'alternative est vue comme radicale – « du passé faisons table rase » chante l'*Internationale* – brutale, globale, et bouclée. D'ailleurs elle existe déjà, en URSS et dans les pays « socialistes », c'est-à-dire dans l'autre « camp ». L'espérance en cette autre société a une forte coloration religieuse.
- C'est d'abord par le « haut » - la « prise du pouvoir d'Etat » - que doit intervenir le changement attendu.
- L'appartenance au parti est totale et n'admet pas d'autres engagements que dans des organisations subordonnées.
- Le militant est comme le soldat assujéti à une organisation hiérarchisée. La base délègue son pouvoir à un sommet éclairé. Elle applique les choix et les consignes venues d'en haut. Le « je » est soumis au « nous ».
- L'engagement est durable, voire irréversible. Y mettre fin c'est toujours un peu trahir la cause.
- Il valorise le dévouement, voire le sens du sacrifice. Le sens du présent est subordonné à celui d'un avenir meilleur, plus ou moins lointain.

Trait pour trait les nouvelles formes de l'engagement observables depuis une vingtaine d'années s'y opposent.

- Le scepticisme sur une alternative globale et radicale conduit à privilégier les causes précises, identifiables, particulières, limitées, ponctuelles. L'effondrement des régimes dit « socialistes » a accentué le doute sur la possibilité de changer le monde,

sans annuler le désir d'agir « ici et maintenant » pour améliorer ou transformer l'état des choses.

- L'engagement est pragmatique, dé-sacralisé.
- « A vouloir prendre l'Etat on est pris par lui ». Cette formule résume bien le refus de concevoir la prise de pouvoir central comme l'alpha et l'oméga d'un changement de société.
- Multi-appartenance, engagements éphémères, souci de conserver son libre arbitre, de « voir le bout de ses actes » et de se réaliser aussi dans l'engagement, complètent ce tableau. Le mot « militant » convient d'ailleurs moins bien à ces modes d'engagement, qui peuvent fort bien ne plus passer par l'adhésion à une organisation. Les « coordinations » de lutte l'ont bien montré depuis les années 1980.

Face à cette métamorphose le vieux militant peut sourire. Il peut même la dénigrer et la condamner. C'est alors le dialogue de sourds entre générations. Au moralisme des uns répond le scepticisme des autres.

Il est vrai qu'au nom de la « proximité », de la maîtrise de ses actes, de la crainte de la « récupération » politique certains peuvent s'enfermer dans des actions minuscules, sourdes aux autres causes et aux enjeux de société plus larges. Et, au nom du refus de se « salir les mains » laisser en l'état la politique instituée – qui tend il est vrai à se confondre avec la simple gestion car, avec la « pensée unique », elle ne fait plus vivre le conflit sur les finalités sociales elles-mêmes – et ses effets ravageurs sur la citoyenneté.

Ne voir ce qui a changé que sous cet angle serait être aveugle aux manifestations d'un renouveau en profondeur d'une sensibilité anti-libérale, voire anti-capitaliste. Derrière chaque cause « limitée » - dette des pays du sud, ONG, guerre, clonage, fermeture d'une entreprise ou d'un bureau de poste, flambée des prix fonciers et immobiliers – ne trouve-t-on pas très vite le rôle du capitalisme financiarisé ? Le chemin n'est-il pas plus court aujourd'hui qu'hier du singulier à l'universel ? De l'exigence de droits humains élémentaires à la critique radicale d'un système noyé dans « les eaux du calcul égoïste » de l'argent roi ? De la demande de démocratie participative à la mise en cause des logiques économiques dominantes ? L'aspiration à l'autonomie personnelle et le sens du bien commun peuvent ainsi se conjuguer et pourrait alimenter un renouveau profond des pratiques politiques.

Ainsi sont favorisées les convergences entre les causes et entre les luttes. L'affirmation d'une constellation alter-mondialiste montre bien la largeur du spectre des mouvements susceptibles de se retrouver sur le terrain de valeurs humaines universelles refusant la marchandisation du monde. C'est dans cette immense creuset qu'est en gestation une alternative à la fois programmatique et pratique au capitalisme financiarisé. On y retrouvera pas les formes anciennes de l'engagement. Mais qui s'en plaindra ?

Le défi est alors de parvenir à mobiliser aussi les couches populaires les plus exploitées et les plus précarisées, mais les moins impliquées dans le renouvellement des formes d'action collective. Certes les militants ne se sont jamais recrutés de manière privilégiée chez les plus exploités et les plus fragiles. La désespérance alimente la résignation. Mais ce phénomène est devenu préoccupant dans un pays comme le notre : les dirigeants d'origine populaire ne sont-ils pas une espèce en voie de disparition ? Aux côtés des efforts en cours dans certains secteurs du mouvement syndical et associatif – Attac a fait de son implantation dans les milieux populaires un objectif central – travailler à des convergences entre mouvements altermondialistes et syndicalisme semble être une priorité.

\* Sociologue au CNRS. Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail. Aix-en-Provence.